

CERCLE KARL MARX : L'ESPRIT DE GRENOBLE

LES participants du colloque de Grenoble organisé par le P.S.U. se sont réjouis de s'être tenus à un « esprit de sérieux », de « responsabilité » rarement atteint, dans la manière d'aborder les problèmes politiques qui se posent à « la gauche ». Dégagés de tout dogmatisme et de toute pression immédiate, ils seraient parvenus courageusement à regarder les choses en face, loin dans l'avenir, à repenser les grands axes de la stratégie politique, pour en finir avec « l'impuissance de la gauche » et « les erreurs du passé » leur satisfaction a pu encore se nourrir des échos favorables rencontrés dans la presse.

Il était nécessaire de mesurer ces prétentions et cet intérêt (d'ailleurs passager) au contenu même des interventions de Grenoble.

Se sont décidés pour en discuter au cas de Karl Marx, le vendredi 20 mai, sous la présidence de Miquel Lequenne, Jean-Marie Vincent, du B.N. du P.S.U., qui a refusé son invitation au colloque

JEAN-MARIE VINCENT

C'est dans la dégradation de la situation politique et idéologique des organisations du mouvement ouvrier, et malgré une remontée de sa combattivité, que se nourrit le succès relatif de Grenoble (relatif car ce qui y a été dit sera vite oublié).

A Grenoble, les participants se sont définis comme « gens de l'esprit de sérieux » dans la mesure même où ils voulaient rompre avec l'opportunisme électoral des manœuvres de Mitterrand, et les manœuvres subalternes du P.C.F. pour se faire sa place. (A son dernier Comité central, l'unité démocratique a été présentée non plus comme un tournant tactique mais comme une orientation fondamentale).

Mais l'esprit de sérieux a alors consisté en une ouverture d'esprit aux analyses des principaux idéologues de la bourgeoisie. Il a consisté en une

MANUEL BRIDIER

Le plus significatif des débats de Grenoble, c'est l'absence de la notion de lutte de classes. La notion de rationalité s'y est substituée. Il s'agit non plus seulement de l'influence de l'idéologie de l'adversaire, bien plutôt de l'idéologie de l'adversaire, à partir du moment où l'on considère que la bourgeoisie n'en est plus un.

L'idéologie de Grenoble prétend répondre aux aspirations de la société contemporaine où l'on aurait affaire à des rapports de classe « nouveaux » avec une « nouvelle classe ouvrière ».

On raisonne sur la diminution réelle des manœuvres et des ouvriers professionnels, sans prendre en compte l'accroissement d'une couche intermédiaire composée des ouvriers qualifiés, nouveaux manœuvres de l'entreprise automatisée, sans aucune vue d'ensemble sur la production. C'est aller en deçà même des résultats d'enquêtes sur la composition de la société, conduites par des organismes officiels (INSEE, etc.). Dans celles-ci on ne voit nulle part apparaître « une nouvelle classe ouvrière » se posant d'autres problèmes que le prolétariat du passé, les ayant résolus, se préoccupant de gestion et de rationalisation.

En fait, les problèmes de Grenoble sont ceux d'une nouvelle couche de la bourgeoisie, la bourgeoisie technocratique, qui, elle, a en effet une consistance réelle : elle est composée de ces hommes qui participent à la gestion des entreprises ou des organismes d'Etat. Ils se rattachent à la bourgeoisie par le rôle qu'ils jouent dans la production (gestion du capital) et par leur origine sociale : les hauts cadres, les hauts fonctionnaires sont frais moulus des grandes écoles dont on connaît le recrutement bourgeois. Ces hommes sont coupés de la classe ouvrière non seulement par leur milieu, mais par leur activité. Ce sont eux qui peuplaient la

ERNEST MANDEL

Les textes économiques de Grenoble ont donné la rationalité technique comme solution au problème du choix économique d'un mode de production (socialiste ou capitaliste).

Leurs analyses ne font aucune distinction entre la rationalité capitaliste de développement orientée vers le profit optimum, et la rationalité d'un développement socialiste de la production, orientée vers le besoin social.

Sur de telles bases, on compte sur une économie mixte pour développer le socialisme. Alors qu'un secteur nationalisé minoritaire est subordonné au sec-

—Manuel Bridier, également dirigeant de la gauche du P.S.U., non invité — Ernest Mandel, secrétaire politique de l'U.G.S. de Belgique, et André Gorz, rédacteur aux « Temps Modernes ».

M. Lequenne a tenu à souligner que les tenants de la « démocratie socialiste » ont refusé de laisser diffuser les tracts invitant au Cercle Karl Marx à la sortie d'une réunion du P.S.U. Ainsi la démocratie ne s'étend pas à la critique de la gauche. Après quelques considérations sur le vocabulaire, élément le plus nouveau à Grenoble où les militants « à vocation socialiste » remplacent les militants socialistes, il a ouvert les débats.

La discussion a pris pour base les textes. Tour à tour ils ont été examinés en fonction de la situation politique française (J.-M. Vincent) — au niveau des rapports de classe, sur le plan sociologique et idéologique (M. Bridier) — au niveau de leur contenu « économique et social » (E. Mandel) — en rapport avec le fonds doctrinal du mouvement ouvrier français (A. Gorz).

participation à l'équivoque.

La période de transition a été réduite à une période de mise en œuvre de techniques différenciées permettant d'accéder au socialisme. Encore a-t-il été dit que la propriété privée ou publique des moyens de production n'a plus d'importance. Et mis à part les analyses de Jean Dru et de Gilles Martinet les nationalisations ont ainsi été traitées comme un moyen technique inadéquat. Il y eut donc des affrontements, mais qui, même sur des problèmes aussi décisifs, ne sont pas apparus comme déterminant les frontières politiques entre les interlocuteurs.

Pour ces raisons, et malgré les intentions de Serge Mallet de vaincre « les partis historiques », Grenoble n'a pas de valeur historique profonde... Il a entraîné tout juste un renforcement diplomatique du P.S.U.

salle du colloque, donnaient aux débats un « ton de bonne compagnie » et substituaient leurs préoccupations à celles de la classe ouvrière. Ils ont naïvement défendu l'« esprit d'entreprise » porteur des « traditions de liberté économique ». Il n'est pas nécessaire d'insister en demandant qui jouit de cette liberté économique.

Pour ces hauts cadres, ces hauts fonctionnaires, la transformation de la société doit se limiter à leur transformation en couche économique dominante dans le cadre rationalisé de la société capitaliste, aux dépens de l'accession au pouvoir de la classe ouvrière. Leurs aspirations à un « ordre social nouveau » se réduisent à la rationalité pour plus de consommation ; elles ne remettent pas en question les modèles de comportement, les modèles de consommation bourgeois. On s'est peu préoccupé de transformer les rapports du travail et des loisirs, de donner au travail son sens.

Ainsi la vision du fonctionnement nécessaire de la société traduit à Grenoble ne diffère pas fondamentalement de celle de l'industriel U.N.R. Chalandon : « L'économie concertée » où se dissolvent les contradictions de classe.

L'idéologie de Grenoble fait la confusion du socialisme avec une rationalité technique (qui reste d'ailleurs à évaluer). Elle va même jusqu'à compter sur « la coexistence durable d'un secteur socialiste et d'un secteur capitaliste », « seul statut économique-social possible » où le plan ne saurait empiéter sur les droits des entrepreneurs assurés de la « caution syndicale » nécessaire.

Ainsi, les équivoques et la confusion des textes de Grenoble sont l'instrument essentiel d'une idéologie de classe définie (la couche technocratique de la bourgeoisie) qui veut se donner pour celle du prolétariat.

teur capitaliste, sans pouvoir remettre en question le système.

Devant ces contradictions, que valent les prétentions de réalisme et d'efficacité ?

C'est une naïveté d'aspirer à une politique des revenus qui ne soit pas une simple police des salaires, dans une société fondée sur la propriété privée et l'économie de marché.

Aucune solution ne peut dans ce cadre être donnée au contrôle des prix et des marges bénéficiaires des entreprises. (Voir l'échec du contrôle des honoraires des médecins belges).

Aucune solution ne put être don-

née au contrôle des investissements.

Comment l'Etat bourgeois à « gouvernement socialiste » pourrait-il déterminer les prix de revient, faire accepter des marges bénéficiaires fixes et uniformes par secteur industriel ? Comment les faire respecter ?

C'est ignorer le rôle du marché, de l'influence des positions monopolistiques, le rôle des flux et reflux de capitaux dans les secteurs industriels.

En fait le mot « contrôle » revient souvent, mais sans que les moyens en soient donnés. L'efficacité de la politique économique préconisée est ainsi bien douteuse.

Est encore une illusion l'attente d'une répartition plus égale du patrimoine familial par une politique nouvelle de l'héritage, qui cependant ne touche pas aux structures de la propriété. (En 100 ans, les ponctions très lourdes de la fiscalité anglaise sur les héritages sont parvenues à réduire de 65 % à 63 % les propriétés aux mains de 4 % de capitalistes. Elles ont été

ANDRÉ GORZ

Dans son ensemble, le mouvement ouvrier souffre du divorce de la doctrine et de la politique. Les partis ne croient pas à leur doctrine parce qu'ils n'en voient pas la traduction possible dans leur politique. Ils ont renoncé à la prise du pouvoir et limitent leurs aspirations à un programme de gouvernement. Toute idée de transition en est absente ; leur programme est élaboré comme si le rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie était immuable.

Aussi le mouvement ouvrier se trouve-t-il démuné d'instruments théoriques pour faire face à sa situation :

— les partis traditionnels n'ont pas d'analyse du gaullisme. Ou plutôt ils en attendent la mort avec celle de de Gaulle ;

— leurs modèles de construction du socialisme sont en crise : crise des nationalisations, crise de la planification soviétique.

Non seulement Grenoble n'a pas contribué à combler ce vide doctrinal, mais ses équivoques et ses incohérences se sont greffées dessus.

Pierre Lavaux croit à des moyens fiscaux dirigistes qui permettraient sans détruire le marché de l'encadrer, de telle sorte que la production et tout le mode de développement économique soient orientés vers un modèle socialiste.

C'est une utopie.

On peut certes compter sur une certaine efficacité de l'utilisation des crédits bancaires dans un certain système de crédit pour orienter les investisse-

plus efficaces pour réduire la propriété foncière, mais ce n'est pas une propriété capitaliste proprement dite).

Penser assurer l'indépendance du pays vis-à-vis du capitalisme international, grâce à une balance des paiements non déficitaire (comme si c'était son déficit qui contraignait Wilson) c'est ignorer l'interpénétration croissante des capitaux dans le marché commun.

On ne peut pas faire fonctionner une économie d'après deux critères contradictoires, ceux de la propriété privée et ceux de la propriété sociale. Avant tout, il faut tenir compte de ce que la tolérance par la bourgeoisie d'un gouvernement social-démocrate est provisoire.

Autrement dit, empêcher la pression économique de la bourgeoisie, c'est faire disparaître la propriété privée.

Il ressort que les colloqueurs de Grenoble se sont fait les porteurs d'un net réformisme qui présente le curieux avantage de vouloir apporter une contribution du mouvement ouvrier à l'idéologie bourgeoise.

ments (voir les projets de Giscard d'Estaing).

Mais il n'est pas d'exemple que la bourgeoisie ait accepté un contrôle de ses investissements et de ses profits par l'Etat (voir en Italie) : la « grève des investissements », la fuite des capitaux à l'étranger).

Au nom de la rationalité, il s'agit d'éliminer les gaspillages, les rentes, les parasitismes. C'est échafauder tout un engrenage qui, pour jouer, a besoin de l'appui de la classe ouvrière. Or à Grenoble, le programme décourage la mobilisation ouvrière dont on ne parle pas, comme si l'on pouvait s'en passer.

Les colloqueurs ont été victimes de cette illusion : croire que le changement social se fait d'en haut.

Nous ajouterons que ce n'est pas un hasard ; les interventions successives ont mis au jour cette idée : l'esprit de Grenoble consiste en une utilisation du mouvement ouvrier comme force d'appoint à l'idéologie bourgeoise. Ce n'est pas sur des positions programmatiques correspondant aux nécessités des luttes de la classe ouvrière, mais aux nécessités d'un pouvoir technocrate que Grenoble a tranché. La mobilisation ouvrière est alors redoutable : comment être sûr de la contrôler ?

Aussi ce n'est pas par goût du « colloque avec les colloqueurs » que s'est tenu le Cercle Karl Marx, mais pour combattre une idéologie qui tente de subordonner la combattivité ouvrière à des objectifs bourgeois.

Débâcle du centrisme bouddhiste

(Suite de la première page)

De même, la position : « ni les communistes, ni les Américains » des dirigeants bouddhistes dévoile sa véritable nature : servir de caution et de soupape de sûreté au gouvernement de Saïgon. Ce qui fait ainsi apparaître le Front comme la seule organisation anti-impérialiste conséquente.

Ces leçons seront d'autant plus vite tirées que le Front a adopté devant la crise une attitude authentiquement révolutionnaire : la proposition d'un front unique pour chasser l'agresseur U.S. Mise au pied du mur, la direction bouddhiste a été contrainte à se démasquer en affirmant qu'elle n'accepterait jamais l'accord avec les communistes, alors qu'elle se vautre dans tous les compromis avec Saïgon.

Dès maintenant, elle hésite à faire appel à des mouvements de masses qu'elle contrôle de moins en moins, et son influence se ruine.

L'impasse vietnamienne se resserme autour des Etats-Unis.

Militairement, leur action est handicapée : ils ne peuvent plus compter sur les troupes fantoches qui désertent massivement vers le « Vietcong » ou ont participé par unités entières à la rébellion bouddhiste, au point que Ky a dû interdire aux généraux de se mêler de politique (sic!) et cantonner les soldats vietnamiens dans des casernes hors des villes.

Il est par ailleurs bien évident que le plan Wheeler, qui prévoyait notamment la coupure du Vietnam au niveau du Centre, est devenu irréalisable et inconcevable pour au moins toute une longue période.

Mais le plus grave pour les U.S.A. :

c'est l'échec politique. Au Vietnam même, cela signifie l'isolement accru des occupants, dans une hostilité qui s'est révélée plus forte que la corruption, dont Robert Guillaïn a donné une image pourtant saisissante dans le Monde. La conscience angoissée en est révélée par des faits tels que la fusillade affolée qui a éclaté le 10 mai, à la suite d'un attentat « vietcong », les policiers militaires américains tirant en tous sens, pendant 45 minutes, et y compris sur leurs propres compatriotes.

Mais surtout, la rébellion des villes a eu pour conséquence un accroissement du défaitisme aux Etats-Unis : « Pourquoi continuer la guerre, se demandent des Américains de plus en plus nombreux, puisque personne ne veut plus de nous ? » La croisade contre le communisme se montre sous son vrai jour : un méprisable prétexte et un mensonge.

Une enquête récente révèle que 50 % des citoyens américains sont pour le retrait des troupes, quelle que soit la situation. C'est là pour Johnson, à quelques mois des élections, une situation inquiétante.

Ce qui permet, dans ces conditions, au gouvernement américain de continuer son escalade, c'est la situation mondiale où il trouve sa sécurité dans les échecs du mouvement révolutionnaire depuis plus d'un an, enterrés par l'U.R.S.S. qui continue à dire sur eux la messe de la coexistence pacifique.

La révolution vietnamienne apparaît à l'heure actuelle comme le seul pilier de résistance. C'est ce qui fait son importance internationale exceptionnelle.

Dick LEMAIRE